

AJOURNEMENTS—*Suite.*FETES DU COURONNEMENT—*Suite.*

- M. R. L. Borden—Opportunité séance 22 et 23—9102; consent autre proposition—9103; heureux que premier ministre puisse assister à fête et à couronnement—9103.
- M. Goodeve—Conseille 19 mai et 1er août—9103.
- M. Hughes—Eloge gendarmerie à cheval N.-O.—9104.
- M. Rhodes—Demande 1er août—9104.
- M. Reid—Favorise 1er août—9104.
- M. Clark—En faveur ajournement 19 mai—9105.
- Hon. M. Foster—Demande quinzaine de repos après fêtes du couronnement—9105.
- Sir W. Laurier—Pour ajourner le 19, séances du matin doivent commencer lundi—9106; pour rentrer 1er août faudrait voter plus de subsides—9106.

COURONNEMENT DU ROI.

- Hon. Fielding—Propose que la Chambre s'ajourne jusqu'au 18 juillet—10014.
- Adopté—10014.

POUR DISCUSSION:

AFFAIRE SHELDON.

- M. Armstrong—Propose que séance soit levée—1424; affaire Sheldon—1424; département des postes devait savoir que Sheldon était un filou—1424; dénoncé par le "Star"—1424; extorsions Sheldon dans Ontario—1425; le dépt. des postes à Ottawa avait tout pouvoir pour intervenir—1425, exemple aux Etats-Unis—1425; pourquoi solliciteur général pas intervenu—1425; interprétation légale pouvoir du département—1426; spéculations Sheldon—1427; article "Globe"—1428; entrevue Sheldon—1430; actuellement Sheldon devrait être poursuivi, gouvernement ne fait rien—1430.
- M. Devlin—Gouvernement fédéral n'a rien à faire—1430; autorités provinciales ont lancé mandat d'amener—1430.
- M. Armstrong—Gouvernement est puissant—1431; partie publique poursuivante devrait être nommée—1431.
- M. W. F. MacLean—Gouvernement fédéral devrait faire observer lois fédérales—1431; état de choses actuel déplorable—1432; cas des E.-U.—1432.
- M. Sproule—Ministère des Postes peut intercepter correspondance particulière—1432.
- Sir W. Laurier—Approuve création partie publique—1433; mais n'existe pas dans constitution canadienne—1433; au Canada pas de cours fédérales, cours provinciales—1434; Sheldon a été poursuivi en justice—1434; action autorité provinciale 1435; le cas des spéculations de Cobalt—1435; gouvernement Ontario responsable—1436; aucune preuve qu'autorités postales renseignées genre d'opérations de Sheldon—1436; seul pouvoir autorités postales est de refuser

AJOURNEMENTS—*Suite.*AFFAIRE SHELDON—*Suite.*

- usage de poste si on s'en sert pour trafic criminel—1437; la loi—1437; autorités postales pas blâmables—1435.
- Hon. Haggart—Réponse faite était fautive—1438; ministre des postes pouvait et devait, comme tout autre individu, tenter poursuites—1439.
- M. J. C. Doherty—Pouvoir d'arrêter transport des lettres comporte devoir de dénoncer—1440; peuple censurera ministre des postes d'être resté coi quand connaissait les faits—1440.
- M. Edwards—Demande si M. Doherty a dénoncé faits Sheldon au ministre des postes—1440.
- M. J. C. Doherty—N'est pas chargé administration affaire du pays—1441.
- Hon. J. Bureau—Des gens très clairvoyants ont cru opérations Sheldon légitimes—1442; il n'a pas été prouvé que Sheldon s'était servi de la poste pour frauder—1442; si demandes se sont faites par annonce—1442; défi "Herald"—1442; gouvernement Ontario n'a rien fait pour arrêter agents de Sheldon dans Ontario—pourquoi M. Armstrong ne l'a-t-il pas fait agir—1444; les gens qui soupçonnaient fraude auraient dû faire dénonciation—1446.
- Hon. Haggart—L'initiative appartient aux autorités fédérales—1446; chacun savait qu'il se commettait un crime, le gouvernement aurait dû le prévenir—1447.
- M. Lancaster—L'administration des postes relève de l'autorité fédérale—1448; cas de lettre chargée—1448; première chose est de faire arrêter l'homme, puis voir quoi en faire—1449; fraude était notoire 1450; annonces étaient évidemment frauduleuses—1450.
- Hon. Bureau—Aucune preuve de crime—1452.
- M. Lancaster—Dénonciations du "Star"—1454; lettres ayant circulé—1456; délit se commettait dans deux provinces à la fois, raison pour gouvernement fédéral d'intervenir—1458; M. Sheldon, ami des grits—1458; évasion Bill Miner—1458; cas de Dunnville—1458; livrez-vous à toutes les fraudes électorales et le gouvernement fédéral n'interviendra pas—1460.
- M. Boyce—Affaire King et Skill, revers de médaille—1461; aveu de faiblesse du gouvernement—1462; on ferme toujours l'écurie quand le cheval est volé—1462; affaires du ministère des pêcheries—1462.
- M. Campbell—Dépenses d'ameublement du Solliciteur général—1461; pour dormir—1464.
- M. Armstrong—Si Solliciteur général lit "Herald", pourquoi n'a-t-il pas agi?—1464; correspondance "Herald"—1466; censure générale—1467.
- Ajournement repoussé—1467.